



Eren M. Paykal

Chaque année, j'es-  
saie d'étudier de près  
l'Indice du Dévelop-  
pement Humain (IDH)  
de Turquie, réalisé par la Fondation  
du Développement Humain (İNGEV-  
İnsanî Gelişme Vakfı) qui analyse les  
plus grands municipalités de Turquie  
selon leurs populations. (İGE-İ- İnsanî  
Gelişme Endeksi-İlçeler).

De même, il m'est agréable de partager  
avec les lecteurs d'*Aujourd'hui la Turquie*  
cette importante recherche, reconnais-  
sant les atouts de ces municipalités. Les  
prix pour l'année 2020 ont été décernés  
durant le mois de janvier par ladite fon-  
dation à l'occasion d'une conférence en  
ligne adressée aux maires des munici-  
palités.

188 municipalités ont été prises en  
considération en 2020.

Comme vous le savez, cette étude est ré-  
alisée selon l'IDH du Programme de Dé-  
veloppement des Nations Unies (UNDP)  
en tenant compte de critères bien défi-  
nis.

Ayant pour objectif le développement ur-  
bain et local, l'İNGEV prend en compte  
d'autres critères comme la transparence

## Indice du Développement Humain : Kadıköy mène la danse...

administrative, l'espérance de vie, les  
niveaux d'éducation, la situation écono-  
mique, le respect de l'environnement, la  
vie sociale, la santé, mais aussi, depuis  
2020, l'égalité entre les sexes, le trans-  
port urbain et l'accessibilité sociale.

188 municipalités de Turquie, soit les  
plus nombreuses, ont été prises en  
considération en 2020 et les méthodes  
de recherche sont très détaillées. Les  
rapports d'activité, les sites web et les  
comptes des médias sociaux des mai-  
ries municipales ainsi que les statis-  
tiques nationales sont minutieusement  
étudiés. De plus, des scénarios avec des  
citoyens anonymes sont mis en exercice  
(des citoyens sous une identité s'adres-  
sent à la Municipalité et ses réactions  
sont analysées).

Par conséquent, les 188 municipalités  
sont classées selon différentes caté-  
gories, à savoir : « Développement humain  
très élevé », « Développement humain éle-  
vé », « Développement humain moyen »,  
« Développement humain bas ».

34 Municipalités se classent dans la

catégorie « Développement humain très  
élevé ». Parmi celles-ci, 17 se trouvent à  
Istanbul et sept à Izmir.

Quant aux sous-catégories, voici les  
meilleures Municipalités :

*Indice de l'administra-  
tion et de la transpa-  
rence :*  
Istanbul - Ataşehir  
Ankara - Çankaya  
Istanbul - Çekmeköy  
Ankara - Yenimahalle  
Kocaeli - İzmit

*Indice de l'accessibilité  
sociale*  
Istanbul - Kadıköy  
Eskişehir - Tepebaşı  
Izmir - Seferihisar  
Istanbul - Beşiktaş  
Istanbul - Sultanbeyli

*Indice de la situation  
économique*  
Istanbul - Beşiktaş  
Istanbul - Kadıköy  
Ankara - Çankaya  
Istanbul - Bakırköy  
Muğla - Bodrum  
Istanbul - Şişli

*Indice pour l'éducation :*  
Istanbul - Beşiktaş  
Istanbul - Kadıköy  
Ankara - Çankaya  
Antalya - Konyaaltı  
Istanbul - Bakırköy

*Indice pour les trans-  
ports et l'accessibilité :*  
Istanbul - Kadıköy  
Istanbul - Bakırköy  
Istanbul - Üsküdar  
Istanbul - Fatih  
Kocaeli - İzmit

*Indice pour l'égalité  
entre les sexes :*  
Izmir - Karşıyaka  
Istanbul - Kadıköy  
Ankara - Çankaya  
Istanbul - Beşiktaş  
Istanbul - Bakırköy

R	İL	İLÇE
1	İSTANBUL	KADIKÖY
2	İSTANBUL	BEŞİKTAŞ
3	ANKARA	ÇANKAYA
4	İSTANBUL	ŞİŞLİ
5	İSTANBUL	BAKIRKÖY
6	İSTANBUL	SARYSER
7	İZMİR	KARŞIYAKA
8	BURSA	İLİFİNE
9	ANTALYA	MURATPAŞA
10	İSTANBUL	ÜSKÜDAR
11	ANKARA	YENİMAHALLE
12	ESKİŞEHİR	TEPEBAŞI
13	İZMİR	SEFERİHİSAR
14	İSTANBUL	İMBRANİTE
15	İSTANBUL	ATASEHIR
16	ANKARA	İNÖNÜ
17	İSTANBUL	BEYOĞLU
18	İSTANBUL	MANTERİ
19	ESKİŞEHİR	DOLUNPAZARI
20	ANTALYA	KONYAALTI
21	İZMİR	BERGİNOVA
22	İSTANBUL	BEYFERİDÜZÜ
23	İSTANBUL	KARTAL
24	İZMİR	URFA
25	İSTANBUL	FATİH
26	ANKARA	KIŞIĞIRIN
27	İZMİR	BALÇOVA
28	İSTANBUL	AVCIALAR
29	İSTANBUL	ÇEKMEKÖY
30	İZMİR	BAKIRKÖY
31	MUĞLA	BODRUM
32	İZMİR	SEFERİHİSAR
33	İSTANBUL	İTİFAK
34	İSTANBUL	ESKİŞEHİR

*Indice pour la santé*  
Istanbul - Kadıköy  
Istanbul - Bakırköy  
Ankara - Çankaya  
Izmir - Konak  
Istanbul - Sarıyer

*Indice pour la vie so-  
ciale*  
Istanbul - Kadıköy  
Ankara - Çankaya  
Istanbul - Beşiktaş

Istanbul - Beyoğlu  
Izmir - Konak

*Indice pour le respect de  
l'environnement*  
Istanbul - Kadıköy  
Istanbul - Avcılar  
Istanbul - Sarıyer  
Istanbul - Silivri  
Istanbul - Bakırköy

Source : INGEV



Dr. Olivier Buirette

Au début des an-  
nées 1990, la fin du  
bloc communiste en  
Europe de l'Est et la « renaissance » de  
l'Europe centrale a permis à l'Europe  
de bénéficier d'un projet authentique  
de création d'une fédération d'États-  
nations avec le traité de Maastricht en  
1992. Cela a également permis un retour  
de l'Europe centrale — anciennement  
dénommée « pays du bloc de l'Est », ou  
encore « Europe de l'Est » — dans son  
identité européenne abolie après 1945  
avec le triomphe de l'URSS et de ses ter-  
ritoires contre le III<sup>e</sup> Reich.

Ce retour se résume en cinq grandes  
dates, à commencer par 1995, l'année  
où l'Autriche — pourtant si réduite par  
le Traité de Saint-Germain puis instru-  
mentalisée par Hitler en 1938 avec l'*An-  
schluss* pour devenir un petit État neutre  
dans le cadre de la guerre froide en 1955  
— cimentait enfin son ancrage à l'UE et  
retrouvait sa position si centrale dans  
cette nouvelle Europe libre. Les deux  
plus importantes étapes furent ensuite  
l'année 2004 où l'ensemble de la vieille  
*Mittel Europa* réintégrait ainsi l'Europe  
moderne. Il est important de souligner  
que le premier petit pays balkanique à  
y entrer fut la Slovaquie qui était aupa-  
ravant l'un des États de la Yougoslavie.  
En 2007, ce fut au tour de la Roumanie  
et de la Bulgarie d'intégrer l'UE, puis,  
en 2013, la Croatie, autre grand pays  
de l'ex-Yougoslavie, a rejoint l'Union.  
Depuis cette date, plus rien. Certes,  
l'UE a traversé beaucoup de crises et  
d'épreuves depuis cette date, et la crise  
mondiale liée au coronavirus n'arrange  
rien la situation continentale.  
Toutefois, les candidatures devraient se

## Élargissement de l'Union européenne : où en sommes-nous début 2021 ?

poursuivre pour que nous arrivions à  
ces deux grands axes :

Le premier axe s'oriente vers une pour-  
suite de l'élargissement de l'UE dans  
les Balkans afin de stabiliser ce sud-est  
européen à la fois témoin de l'étincelle  
qui déclencha le premier conflit mondial  
en 1914 et d'une guerre de dissolution,  
véritable guerre civile dont on pensait ne  
plus jamais revoir la couleur en Europe.  
Dans ce premier cas, voici un rapide état  
des lieux chronologique des demandes  
d'intégration :

La Macédoine du Nord a déposé sa de-  
mande officielle d'adhésion le 22 mars  
2004, ce qui a été analysé par l'UE en  
2005. Néanmoins, ça ne sera qu'en mars  
2020 que les négociations pourront  
commencer, même si l'opposition de la  
France à l'intégration de la Macédoine du  
Nord au sein de l'UE ne manquera pas  
de ralentir. L'Albanie ne tarda pas à  
la rejoindre en déposant sa première de-  
mande en 2009, avant d'obtenir un pre-  
mier avis favorable le 10 octobre 2012.  
Logiquement, la Serbie, dont l'attitude  
désormais plutôt pro-occidentale freine  
moins ses démarches, a fait sa demande  
en 2009 pour obtenir le statut de candi-  
date officielle le 1<sup>er</sup> mars 2012. Le Monté-  
négro sera retenu comme candidat officiel  
le 17 décembre 2010. Enfin, la Bosnie-  
Herzégovine a obtenu à son tour un avis  
favorable le 29 septembre 2016.

On constatera que toute l'ex-Yougoslavie,  
malgré un contexte délétère, est candi-  
date à intégrer à une structure à vocation  
supranationale alors que, de mémoire,  
nous connaissons les seuls moments où  
la zone ouest des Balkans est stabilisée.

Le second axe de ces éventuels élargis-  
sements européens devrait peut-être  
concerner des zones plus sensibles, à sa-  
voir : la Biélorussie et l'Ukraine ainsi que  
la Moldavie, une ex-république sovié-  
tique créée de toute pièce par Staline aux  
termes du pacte germano-soviétique.



Avec la « révolution orange » des an-  
nées 2004-2005, l'Ukraine, souhaitant  
s'affranchir définitivement de la tutelle  
coloniale russe (remontant au moins au  
début du XVIII<sup>e</sup> siècle), puis soviétique, a  
voulu s'arrimer à l'Occident de manière  
définitive dès 2008 en demandant son  
adhésion à l'OTAN (pour les mêmes rai-  
sons militaires et de protection que les  
pays d'Europe centrale après la chute  
du mur de Berlin) et à l'UE. Elle a fini  
par obtenir en 2020 seulement un statu-  
t d'État associé à l'OTAN, mais sans  
aller plus loin. Depuis 2014, la guerre  
du Donbass, à laquelle Moscou prend  
part de manière plus ou moins directe,  
continue à tout paralyser, et en premier  
lieu les projets d'avenir.

La Biélorussie voisine, bien qu'en proie  
depuis l'été 2020 à un mouvement de

contestation contre le régime du pré-  
sident Loukachenko au pouvoir depuis  
plus de 26 ans, demeure non-candidate  
à l'UE avec le soutien très actif de la  
Russie de Vladimir Poutine.

Enfin, le cas de la Moldavie, pourtant  
ex-État fondateur des principautés rou-  
maines du XIX<sup>e</sup> siècle, se retrouve bloqué  
même si la tendance politique évolue vers  
une position pro-occidentale (volonté  
d'intégrer l'OTAN et l'UE, voire de se re-  
soudre à la Roumanie dont elle fit partie  
entre 1920 et 1939). L'indépendance  
autoproclamée de son enclave russe de  
Transnistrie, protégée par une armée en-  
tière de la Russie voisine, gêne elle aussi  
pour le moment toute évolution.

On constate donc un axe orienté vers  
ce qu'il reste de l'ex-Yougoslavie et  
l'Albanie où les processus d'élargisse-  
ments sont en cours, mais stoppés ou  
fortement ralentis par une UE touchée  
de plein fouet par les crises de ces der-  
nières années, mais aussi par la crise  
sanitaire toujours en cours. Par ailleurs,  
on l'a vu, ces élargissements ne mettent  
pas tous les États membres d'accord. Le  
président Emmanuel Macron n'avait-il  
pas renvoyé en 2019 cette question à au  
moins dix ans ?

Le second axe pourrait être beaucoup  
plus intéressant sur le plan économique,  
mais Moscou a rappelé encore récem-  
ment les limites de sa zone d'influence,  
ce qui bloque là aussi toutes solutions à  
court ou moyen terme.

Finalement, seuls des changements glo-  
baux majeurs pourraient faire bouger  
les lignes, mais ce n'est, pour le moment,  
pas d'actualité.